

Mauritanie-Mali-Burkina Faso-Niger-Tchad/Lutte antiterroriste

Sommet à Niamey du G5 Sahel sur la force militaire conjointe

AFP
Niamey/Niger

Objectif : en boucler le financement et assurer sa montée en puissance.

UN sommet des chefs d'Etat du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad), s'est ouvert hier à Niamey pour boucler le financement de la force militaire conjointe et assurer sa montée en puissance, a constaté un journaliste de l'AFP. Les présidents burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, tchadien Idriss Déby, mauritanien Mohamed Ould Abdelaziz, malien Ibrahim Boubacar Keïta et nigérien Mahamadou Issoufou étaient présents à l'ouverture du sommet, ainsi que la ministre française de la Défense Florence Parly. Lancée début 2017, la force conjointe, dont la mission est de combattre les groupes jihadistes qui sévissent dans la région sahélienne, "sera opérationnelle à la fin du mois de

mars", a affirmé dimanche devant la presse le ministre malien des Affaires étrangères Tiéman Hubert Coulibaly. A l'ouverture du sommet, le président Issoufou a souligné "l'urgence que cette force soit opérationnelle" pour la "sécurité" des pays sahéliens. Florence Parly a estimé que c'était "désormais en bonne voie". Lors du sommet, les chefs d'Etat vont plancher sur la recherche "des financements complémentaires" pour assurer "la montée en puissance" de la force conjointe, qui doit être composée de 5 000 soldats des cinq pays impliqués d'ici la mi-2018, selon une source proche du sommet. Les groupes jihadistes, dispersés lors de l'intervention française au Mali en 2013, ont retrouvé depuis un nouveau souffle dans le nord et le centre de ce pays malgré la présence de 12 000 Casques bleus de l'Onu et de la force française Barkhane qui compte 4 000 hommes dans la région. Multipliant les attaques contre ces forces et l'armée malienne, ils ont étendu en 2017 leurs actions au centre et au sud du Mali, à la



Photo : AFP

Les cinq dirigeants sahéliens hier à Niamey : donner un coup de collier au financement de la force militaire conjointe.

frontière avec le Niger et le Burkina Faso, qui sont aussi régulièrement touchés. La force du G5 Sahel a déjà un quartier général, à Sévaré au Mali, et a déjà mené en coordination avec Barkhane deux opérations dans la zone des "trois frontières" entre Mali, Niger et Burkina Faso. **163 MILLIARDS DE FRANCS**• Les pays du G5 Sahel, parmi les plus pauvres du monde, peinent cependant à réunir les 250 millions d'euros (163,7

milliards de francs) nécessaires à la force conjointe. Pour l'heure, l'Union européenne a promis 50 millions d'euros, la France 8 millions (surtout en matériel), chacun des cinq pays fondateurs 10 millions, et l'Arabie saoudite une contribution de 100 millions de dollars. Les Etats-Unis ont quant à eux promis aux cinq pays membres du G5 Sahel une aide bilatérale globale de 60 millions de dollars. Une nouvelle conférence de financement de la force

conjointe est prévue le 23 février à Bruxelles. Comme l'a rappelé Florence Parly, "les opérations de la force conjointe doivent être coordonnées avec des actions au bénéfice des populations", pour voir un "vrai recul des terroristes". Sur ce registre, le G5 Sahel a signé lundi un protocole d'entente avec le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour que les deux agences onusiennes appuient "la résilience alimentaire" des populations des cinq Etats sur la période 2018-2020. Les présidents du G5 vont par ailleurs étudier lors du sommet le processus de suppression des visas et des frais d'itinérance entre les cinq pays, ainsi qu'un projet pour la création d'une compagnie aérienne "Air Sahel" et un autre pour la construction d'un chemin de fer "transsahélien" de près de 6 000 km. A l'issue du sommet de Niamey, Ibrahim Boubakar Keïta cèdera la présidence du G5 Sahel à son homologue nigérien.

France/En déplacement en Corse

Macron adopte un ton ferme face aux nationalistes

AFP
France/Ajaccio

Pas question, par exemple, d'une amnistie de prisonniers, une de leurs revendications majeures.

LE président français Emmanuel Macron a adopté un ton ferme hier, au premier jour de sa visite en Corse, en excluant toute amnistie de prisonniers, une des revendications majeures des nationalistes. Dès son arrivée, le chef de l'Etat a également affirmé la nécessité de poser un "avenir" à la Corse dans le "giron républicain", ce qui semble opposer une fin de non-recevoir à une des demandes principales des nationalistes : que la spécificité de cette île méditerranéenne française soit reconnue grâce à son inscription dans la Constitution. Cette revendication suscite une vive controverse en France, pays très centralisateur qui défend bec et ongles "l'indivisibilité" de la République. Sur les lieux mêmes où le préfet Claude Erignac avait été assassiné il y a 20 ans par un indépendantiste, M. Macron a martelé que ce

"crime" "ne se justifie pas, ne se plaide pas, ne s'explique pas", avertissant que la justice sera "suivie sans complaisance, sans oublier, sans amnistie". Il a ainsi fermé la porte à l'une des principales revendications défendues par les deux dirigeants nationalistes de l'île, le président du Conseil exécutif Gilles Simeoni, présent à la cérémonie, et celui de l'Assemblée de Corse, l'indépendantiste Jean-Guy Talamoni, absent. Comme les trois députés nationalistes présents, Gilles Simeoni n'a pas applaudi le discours du président. M. Simeoni, un ancien avocat, avait défendu le nationaliste qui a été condamné pour l'assassinat du préfet. MM. Talamoni et Simeoni devaient avoir un entretien hier soir avec M. Macron, avant un discours très attendu ce mercredi après-midi. **"LIEU MAUDIT"**• Gilles Simeoni et Jean-Guy Talamoni ont multiplié les déclarations ces derniers jours pour appeler le pouvoir à un "dialogue sans tabou", tout en insistant sur la nécessité de prendre en compte leurs revendications pour une plus grande autonomie, et, notamment, la co-officialité de la langue corse.



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron hier à Ajaccio. D'accord pour "ménager à la Corse un avenir à la hauteur de ses espérances", mais "sans transiger avec les requêtes qui la feraient sortir du giron républicain".

"Il y a une fenêtre historique pour sortir de la logique de conflit", a estimé Gilles Simeoni. La Corse, île de quelque 330 000 habitants, a été pendant des décennies le théâtre de violences avec plus de 4 500 attentats - provoquant très majoritairement des dégâts matériels - en grande partie revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse (FLNC). Ce groupe radical clandestin a cependant déposé les armes en 2014. Emmanuel Macron a dénoncé avec force la "lâcheté" des assassins du préfet, coupables d'"un de

ces actes de terrorisme dont notre nation eut encore récemment à subir la barbarie", en faisant référence aux attentats jihadistes des dernières années. En inaugurant une place Claude Erignac sur les lieux de l'assassinat, "nous scellons notre union indéfectible dans la République", qui doit "ménager à la Corse un avenir à la hauteur de ses espérances, sans transiger avec les requêtes qui la feraient sortir du giron républicain", a-t-il insisté. Le chef de l'Etat est arrivé en Corse en compagnie de la veuve et des deux enfants de Claude Erignac,

qui revenaient pour la première fois dans l'île depuis le 6 février 1998. "J'espère que la République ne faiblira jamais en Corse", a déclaré Dominique Erignac, en rendant hommage à son mari sur "ce lieu maudit" où elle a dit avoir pensé ne jamais revenir. La mort de Claude Erignac - premier préfet tué en France depuis la Seconde Guerre mondiale - avait provoqué une énorme émotion en Corse, avec, les jours suivants, les plus grandes manifestations jamais organisées à Ajaccio et Bastia. Trois membres du commando, dont Yvan Colonna qui était devenu "l'homme le plus recherché de France", sont toujours aujourd'hui emprisonnés. Depuis, le nationalisme corse a tourné en 2014 la page de la clandestinité et des attentats, avant de triompher dans les urnes, en obtenant une majorité absolue aux élections territoriales en décembre. Les dirigeants corses ne demandent pas l'indépendance de l'île mais un "véritable statut d'autonomie". Ils réclament un statut fiscal et social spécial, la co-officialité de la langue corse, le rapprochement et l'amnistie des prisonniers corses qu'ils disent "politiques" et détenus en France continentale.

L'Afrique en bref

- **Afrique du Sud/Politique. Le sort de Zuma déchire l'ANC**
La question du départ anticipé du président sud-africain Jacob Zuma, qui divise profondément son parti depuis des semaines, a plongé hier le pays dans une crise politique, avec le report du discours annuel du chef de l'Etat devant le Parlement.
- **Guinée équatoriale/Politique. Le Premier ministre reconduit dans ses fonctions**
Le président de Guinée équatoriale Teodoro Obiang Nguema a reconduit dans ses fonctions son Premier ministre Francisco Pascual Eyegue Obama Asue, après la dissolution du gouvernement sortant en fin de semaine dernière, a-t-on appris lundi soir de source officielle.
- **Kenya/Politique. Un membre de l'opposition inculpé de trahison**
Miguna Miguna, un membre de l'opposition kényane, a été inculpé hier de trahison devant un tribunal pour avoir participé à l'investiture symbolique de l'opposant Raila Odinga, considérée par le pouvoir comme un défi à son autorité.
- **RDCongo/Rébellion. Kasai : un chef milicien se rend aux autorités**
Kalamba Dilondo, un chef d'une milice accusée d'avoir semé la terreur ces dernières semaines au Kasai, dans le centre de la République démocratique du Congo, s'est rendu lundi aux autorités provinciales, a-t-on appris hier auprès d'un responsable local.

A travers le monde

- **Belgique/Justice. Abdeslam ne veut pas revenir à son procès**
Salah Abdeslam, seul membre encore en vie des commandos jihadistes qui ont attaqué Paris le 13 novembre 2015, jugé depuis lundi à Bruxelles dans un autre dossier, a fait savoir qu'il ne souhaitait plus comparaître à ce procès, a annoncé hier le tribunal de la capitale belge.
- **Maldives/Politique. L'archipel s'enfoncé dans le chaos**
Le petit archipel touristique des Maldives s'enfonçait hier dans le chaos politique après l'arrestation du président de la Cour suprême, l'opposition appelant à une intervention internationale pour renverser le président Abdulla Yameen qui dénonce lui une "conspiration".